



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des enquêtes publiques et des  
installations classées

VH

## **Arrêté du 21 novembre 2023 portant mise en demeure à SUEZ RV Energie de mettre en conformité ses installations de tri, transit et traitement de déchets situées à Illzach**

Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre I, titre VII du code de l'environnement et, notamment ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8-I ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté du 10 juin 2022 relatif à l'exploitation d'un site de traitement de déchets situé au 29 avenue d'Italie à Illzach (68110) et exploité par la société SUEZ RV Energie ;

Vu la visite d'inspection du site réalisée le 05 septembre 2023 ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées associée à cette visite ;

Vu la lettre du 26 octobre 2023 de la société SUEZ ;

Considérant que l'article 6.2.3 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé prévoit la mise en place sur l'ensemble du site d'un dispositif de caméras thermographiques pour assurer la détection précoce d'un incendie, dans les zones où sont entreposés des déchets combustibles à

l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur et que la solution est mise en œuvre sur la base d'un audit technique définissant les zones à couvrir et démontrant que la chaîne de détection ne comporte pas de faiblesse ; qu'il a été constaté que les zones extérieures où sont entreposés des déchets combustibles ne sont pas couvertes par un tel dispositif ; que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'audit justifiant les moyens mis en œuvre ;

Considérant que l'article 7.4.1 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé dispose qu'avant d'admettre des déchets dans son installation, l'exploitant demande aux producteurs de déchets une information préalable comportant des informations relatives aux déchets ; qu'il a été constaté que des dépôts de déchets sont réalisés sans que les producteurs aient préalablement communiqué l'information préalable à SUEZ RV Energie ; que par lettre du 26 octobre 2023 susvisée, la société SUEZ RV Energie n'a pas justifié que les déchets réceptionnés sont bien associés à une information préalable ;

Considérant que l'annexe 3.2 de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé dispose que « *L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confîne, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales* » ; qu'il a été constaté que l'installation ne comporte aucune des techniques listées (cyclone, filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur) ;

Considérant que les éléments présentés par la société SUEZ RV Energie par lettre du 26 octobre 2023 susvisée n'apportent pas d'éléments remettant en cause la mise en demeure proposée ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société SUEZ RV Energie, désigné par l'« exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège est situé 16 place de l'Iris Tour CB 21 à Paris La Défense (92040), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à Illzach au 29 avenue d'Italie.

### **Article 2 : Caméras thermographiques ou système équivalent**

**Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé :

« L'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques, ou tout système équivalent, destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes ou à une alarme sonore destinée à prévenir le personnel ou le gardien présent sur place. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement.

Cette solution est mise en œuvre à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposées des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Cet audit est tenue à la disposition de l'inspection. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées ».

### **Article 3 : Information préalable**

**Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 74.1 de l'arrêté du 10 juin 2022 susvisé :

« Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

#### **a) Informations à fournir :**

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

#### **b) Dispositions particulières :**

- Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres

*caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.*

- Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.*
- Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.*
- L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable ».*

#### **Article 4 : Meilleures techniques disponibles**

**Dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant se conforme aux dispositions de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 :

« L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet [...] met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales ».

#### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

#### **Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.